

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT ET DE LA COOPERATION



REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail – Liberté – Patrie

**COMPTES NATIONAUX RETROPOLES SUR LA PERIODE
2007-2016 SUIVANT L'ANNEE DE BASE 2016 ET LE SCN
2008**

Février 2022

EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX

Koame KOUASSI,

Directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED)

Tchiou ANIMAOU,

Secrétaire général de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED)

Kodzo Dodzi HEVI,

Directeur de la comptabilité nationale et des études économiques (DCNEE)

P'Ilanam Germain FAROUH,

Chef division des comptes nationaux et de la prévision (DCNP)

Koffi Mepanou ADOLI,

Chef division statistique et analyse conjoncturelle (DSAC)

Amey OTCHAKPA,

Chef division des statistiques économiques et courantes (DSEC)

Nouroudine ABDOULAYE,

Directeur régional KARA

Wiyao DJENGLE,

Responsable du compte des sociétés financières

Abravi DUYIBOE,

Compte des administrations publiques,

Responsable du volet sécurité sociale

Dadja Tassondi TAZOU,

Responsable du compte des sociétés non financières

Kodjovi Djigbodi NATOR,

Responsable du secteur primaire

Sinam Hippolyte TOKI,

Comptable national

Bata Malouwa BAKE,

Comptable national

Table des matières

Liste des graphiques et des tableaux	3
Introduction	4
I. Démarche méthodologique	4
I.1. Principe de la rétropolation	4
I.2. Quelles séries rétropole t-on ?	5
I.3. A quel niveau la rétropolation a été effectuée ?	5
I.4. Etapes de la rétropolation	5
I.4.1. Elaboration de la nomenclature de rétropolation	5
I.4.2. Elaboration des matrices de passage entre les nomenclatures	5
I.4.3. Reconstitution des séries de la nouvelle base dans le passé	6
I.4.4. Equilibrage des TRE	6
I.4.5. Chainage des TRE	7
II. Analyse comparative des résultats	8
II.1. Analyse comparative du PIB	8
II.2. Analyse comparative de l'offre	10
II.2.1. Secteur tertiaire	10
II.2.2. Secteur secondaire	11
II.2.3. Secteur primaire	12
II.2.4. Impôts nets de subventions sur les produits	13
II.3. Analyse comparative de la demande	15
II.3.1. Consommation finale	15
II.3.2. Formation brute de capital fixe	16
II.3.3. Exportations nettes	17
II.4. Impact de la rétropolation sur certains ratios	18
II.4.1. Taux de pression fiscale	18
II.4.2. Solde extérieur courant rapporté au PIB	18
Conclusion	19
Annexe	20

Liste des graphiques et des tableaux

Graphique 1 : Taux de réévaluation du PIB nominal sur la période 2007-2016	8
Graphique 2 : Comparaison des taux de croissance réels	9
Graphique 3 : Contributions du secteur tertiaire à la création du PIB nominal.....	11
Graphique 4 : Contributions du secteur secondaire à la création du PIB nominal.....	12
Graphique 5 : Contributions du secteur primaire au PIB nominal	13
Graphique 6 : Contributions des impôts nets de subvention sur les produits au PIB nominal.....	14
Graphique 7 : Consommation finale nominale (en milliards de FCFA)	15
Graphique 8 : Poids de la CF dans le PIB nominal.....	16
Graphique 9 : Formation brute de capital fixe nominale (en milliards de FCFA)	17
Graphique 10 : Exportations nettes	17
Graphique 11 : Taux de pression fiscale.....	18
Graphique 12 : Solde extérieur courant rapporté au PIB	19
Tableau 1 : VA par secteur d'activité	20
Tableau 2 : Ressources et emplois	21
Tableau 3 : PIB et les opérations sur biens et services de 2007 à 2016 (valeur nominale)	23
Tableau 4 : PIB et les opérations sur biens et services de 2007 à 2016 (en volume base 100 en 2016 nominale)	23
Tableau 5 : Produit intérieur brut suivant les optiques production et dépenses (valeur nominale)	24
Tableau 6 : Produit intérieur brut suivant les optiques production et dépenses (en volume base 100 en 2016 nominale).....	24
Tableau 7 : Valeur ajoutée brute (VAB) des branches d'activités de 2007 à 2016 (valeur nominale)	25
Tableau 8 : Valeur ajoutée brute (VAB) des branches d'activités de 2007 à 2016 (en volume base 100 en 2016 nominale).....	27

Introduction

En 2008, l'Organisation des nations unies (ONU) a procédé à la révision du Système de comptabilité nationale qui passe du SCN 1993 au SCN 2008. Cette révision prend en compte les mutations économiques opérées ces dernières années, en particulier dans le secteur tertiaire notamment la prise en compte des stocks d'armement, de la recherche et développement, du calcul des services d'intermédiation financière et d'assurance.

C'est dans ce contexte que le gouvernement togolais a voulu conformer ses comptes nationaux aux normes internationales. Afin de mener à bien ce processus, un plan d'action a été élaboré. L'objectif de ce plan d'action est d'assurer la migration effective au SCN 2008 à travers la mobilisation des ressources (financières humaines et matérielles) et la mise en place d'un cadre d'échange entre l'INSEED, les fournisseurs et les utilisateurs des données. Le processus de réévaluation du produit intérieur brut (PIB) a permis l'élaboration des comptes de l'année de base (2016) et de la première année courante (2017) suivant les nouvelles normes internationales en matière de comptabilité nationale avec une réévaluation du PIB de 2016 de 37,4%.

A la suite du processus de migration au SCN 2008, les comptes élaborés sous le nouveau système ne sont plus comparables avec ceux élaborés sous l'ancien système de 1993 (SCN 1993). Dans le souci de garder la cohérence entre ces deux séries de comptes et disposer d'une longue série, il est nécessaire de procéder à la reconstruction des comptes élaborés sous le SCN 1993. Ce processus est connu sous le nom de rétropolation.

La rétropolation consiste à reprendre le calcul des comptes élaborés sous un système de comptabilité nationale différent du système en vigueur en y intégrant toutes les recommandations du nouveau système de comptabilité nationale et les nouvelles méthodologies de traitement adoptées pour la nouvelle année de base.

Dans cette note de présentation, la démarche méthodologique est abordée dans la première partie. Elle rappelle les principes de la rétropolation et les choix opérés en termes de champs pour la rétropolation. Les différentes étapes suivies sont également exposées. La deuxième partie présente les résultats de la rétropolation en lien avec les données historiques.

I. Démarche méthodologique

La méthodologie décrite dans cette section concerne la première phase de la rétropolation qui porte sur les comptes de la période 2007-2016.

I.1. Principe de la rétropolation

Le principe de la rétropolation est de raisonner série par série et en évolution et en retenant comme évolution des séries de la nouvelle base (NB) dans le passé les évolutions des séries correspondantes de l'ancienne base (AB) convenablement modifiées.

Dans le cadre central de la comptabilité nationale, pour une année, toutes ces séries sont « liées » entre elles par des équations comptables et des équilibres entre ressources et emplois.

Cependant, le principe de la rétropolation exige que les séries soient rétropolées indépendamment les unes des autres.

I.2. Quelles séries rétropole t-on ?

Les séries rétropolées concernent les opérations du champ du tableau des ressources et emplois (TRE) de la période 2007-2016, Ceci permet ainsi d'élaborer :

- ✓ Les comptes de branche (ou comptes par secteur d'activité) et de calculer le PIB selon l'approche Production ;
- ✓ Les équilibres ressources emplois par produit et de calculer le PIB selon l'approche demande.

I.3. A quel niveau la rétropolation a été effectuée ?

La rétropolation a été effectuée au niveau détaillé (152 produits) de la nomenclature de rétropolation pour les équilibres ressources et emplois (ERE) et au niveau agrégé (38 produits et 38 branches) pour le calage du Tableau des échanges inter-industries (TEI). Au niveau agrégé, cette nomenclature permet d'avoir des TRE conforme à la nouvelle série sous le SCN 2008.

I.4. Etapes de la rétropolation

Les travaux de la rétropolation ont été faits en cinq étapes :

- ✓ Élaboration d'une nomenclature de rétropolation ;
- ✓ Élaboration des matrices de passage entre les nomenclatures ;
- ✓ Reconstitution des séries de la nouvelle base dans le passé ;
- ✓ Équilibrage des Tableaux ressources-emplois (TRE) ;
- ✓ Chainage des TRE.

I.4.1. Elaboration de la nomenclature de rétropolation

L'une des premières étapes de réalisation des comptes rétropolés est l'élaboration des nomenclatures de rétropolation. Les nomenclatures d'élaboration des comptes ont été maintenues à l'exception de celles des activités et des produits. Les nomenclatures des activités et des produits mises en place dans le cadre de la rétropolation sont des nomenclatures intermédiaires entre les anciennes nomenclatures (91 produits avec 47 branches, pour la série 2007 à 2016 sous le SCN 1993) et les nouvelles (206 produits et 118 branches, pour la série 2016 à 2018 sous le SCN 2008). Ainsi, ces nomenclatures contiennent 152 produits et 112 branches.

I.4.2. Élaboration des matrices de passage entre les nomenclatures

Le passage des nomenclatures des comptes sous le SCN 2008 aux nomenclatures de rétropolation se fait par une agrégation de produits/branches tandis que le passage des nomenclatures des comptes sous le SCN 1993 aux nomenclatures de rétropolation nécessite des éclatements d'un produit/branche en plusieurs au moyen des clés de répartition.

I.4.3. Reconstitution des séries de la nouvelle base dans le passé

La reconstitution des séries s'est faite en deux phases :

a. Retranscription des anciennes séries dans la nouvelle nomenclature de rétropolation

Les comptes élaborés sous le SCN93 dans l'ancienne nomenclature ont été recalculés dans la nouvelle nomenclature de rétropolation. Pour ce faire les matrices de passage entre nomenclatures ont été utilisées.

b. Intégration des exogènes

Trois méthodes ont été utilisées dans la prise en comptes des exogènes :

Le raccordement : il se réfère à une estimation à rebours utilisant les taux de croissance des anciennes séries sur le niveau de l'année de base qui sert de point de liaison. Cette méthode a été utilisée pour intégrer les données des enquêtes telle que : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI), le recensement général des entreprises (RGE), le recensement des institutions sans but lucratif (ISBL) et l'enquête sur l'exploitation des Mines artisanales et de petites tailles.

L'interpolation : elle fait référence à l'extension d'une série vers l'arrière pour atteindre une valeur spécifique dans le passé. Cette méthode est utilisée entre deux recensements économiques ou des enquêtes pour lesquelles une couverture insuffisante ou un phénomène jusque-là inconnu a été révélé par les nouvelles estimations. Cette méthode a été retenue pour intégrer les enquêtes sur la consommation finale des ménages (QUIBB et EHCVM).

La recompilation : elle fait référence à l'introduction de nouveautés et d'améliorations de méthodologie recommandées par le SCN2008. Elle consiste à (i) reprendre systématiquement toutes les sources de données pour lesquelles il y a eu une amélioration de méthodologie de traitement ; (ii) introduire les sources de données additionnelles qui permettent de capter les nouveautés du SCN2008 qui n'existaient pas sous le SCN93 et (iii) corriger les données antérieurement traitées qui ont été actualisées par les fournisseurs de données. Cette méthode a été retenue pour les APU, les sources du secteur primaire, le SIFIM, la production de la Banque centrale, la production des sociétés d'assurance dommage et les services de réassurance.

I.4.4. Equilibrage des TRE

L'équilibrage a été fait en deux phases :

a. Equilibrage des ERE

Contrairement à ce qui est fait habituellement lors de l'élaboration classique d'une campagne de compte, la rétropolation a opté pour un équilibrage à prix d'acquisition des ERE. Les écarts sont calculés entre les ressources et les emplois et analysés. L'analyse a permis, pour chaque produit niveau fin de la nomenclature et pour chacune des années, d'identifier les opérations qui peuvent être utilisées pour la résorption des écarts.

b. Equilibrage du TEI

L'équilibrage des ERE a permis d'obtenir les consommations Intermédiaires (CI) par produit suivant l'optique offre. La projection des CI par branche d'activité a permis d'obtenir les CI suivant l'optique demande. La confrontation entre l'offre et la demande de CI se fait dans le TEI. Un calage de la CI par branche a été effectué et l'écart entre l'offre et la demande de CI a été ventilé avec un programme RAS.

I.4.5. Chainage des TRE

Le chainage consiste à ramener les TRE des différentes années au prix de l'année de base (2016). Il permet d'obtenir de meilleures estimations de la croissance dans la mesure où les poids utilisés pour évaluer la contribution à la croissance des biens et services sont plus pertinents. Le chainage fait perdre aux agrégats en volume obtenus la propriété d'additivité c'est-à-dire que la somme des composantes d'un agrégat mesuré par les indices chaînés n'est pas égale à l'agrégat chaîné. Contrairement à ce qui fait sous l'ancien système, la recommandation du SCN 2008 est de ne pas équilibrer les TRE chaînés.

II. Analyse comparative des résultats

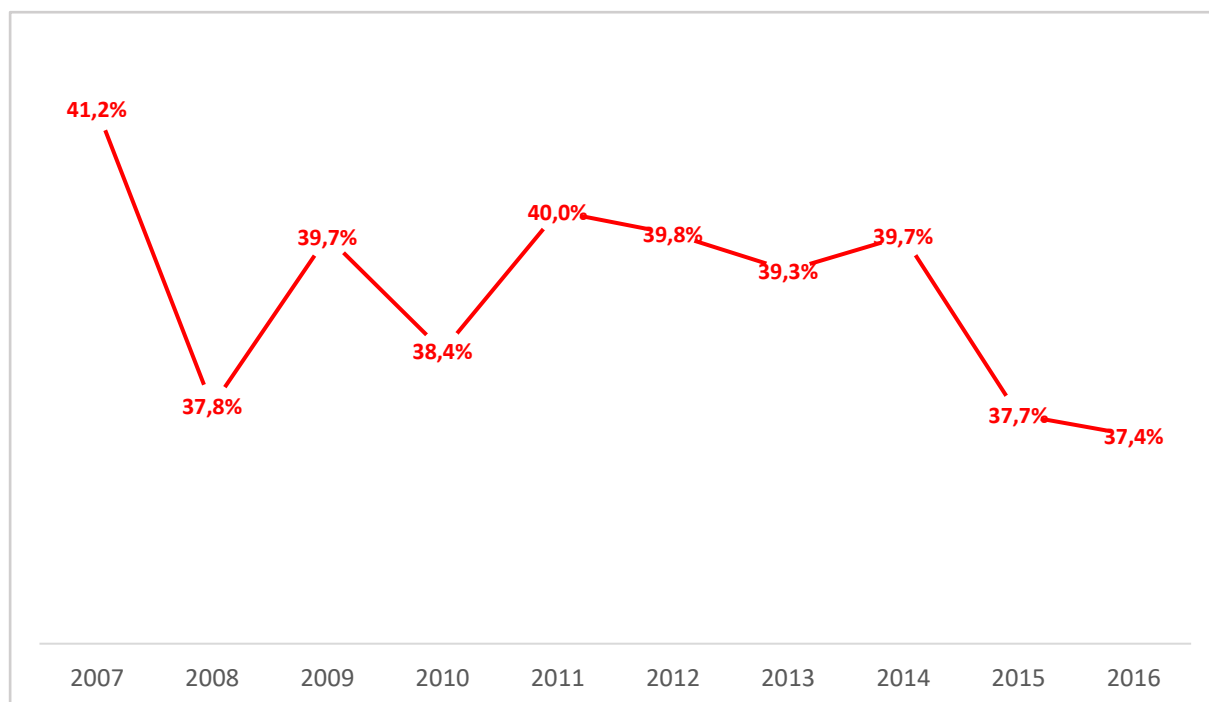
L'analyse des résultats dans cette section est faite en comparaison avec les séries élaborées sous le SCN 1993.

II.1. Analyse comparative du PIB

A l'issue du processus de migration au SCN 2008, l'élaboration des comptes de l'année de base 2016 a permis de réévaluer le PIB nominal de 37,4%. Pour la période de rétropolation qui s'étend de 2007 à 2016, les travaux ont permis de réévaluer le PIB en moyenne de 39,1%. Les taux de réévaluation entre les deux séries du PIB nominal varient entre 37,4% (2016) et 41,2% (2007).

La différence entre le PIB nominal sous le SCN 1993 et celui sous le SCN 2008 s'explique en grande partie par la prise en compte des données des enquêtes telles que ERI-ESI, l'EHCVM et le recensement général des entreprises (RGE).

Graphique 1 : Taux de réévaluation du PIB nominal sur la période 2007-2016



Source : INSEED, comptes nationaux rétropolés, 2022

L'analyse des taux de croissance constant au prix de n-1 entre les deux séries montre globalement une tendance similaire sur la période 2007-2016. Cependant, les taux de croissance réels annuels obtenus sous le SCN 1993 avec 2007 comme année de base sont plus élevés que ceux obtenus après rétropolation avec 2016 comme année de base. Cette différence s'explique par une actualisation à la hausse des taux de CI des branches du secteur informel en général.

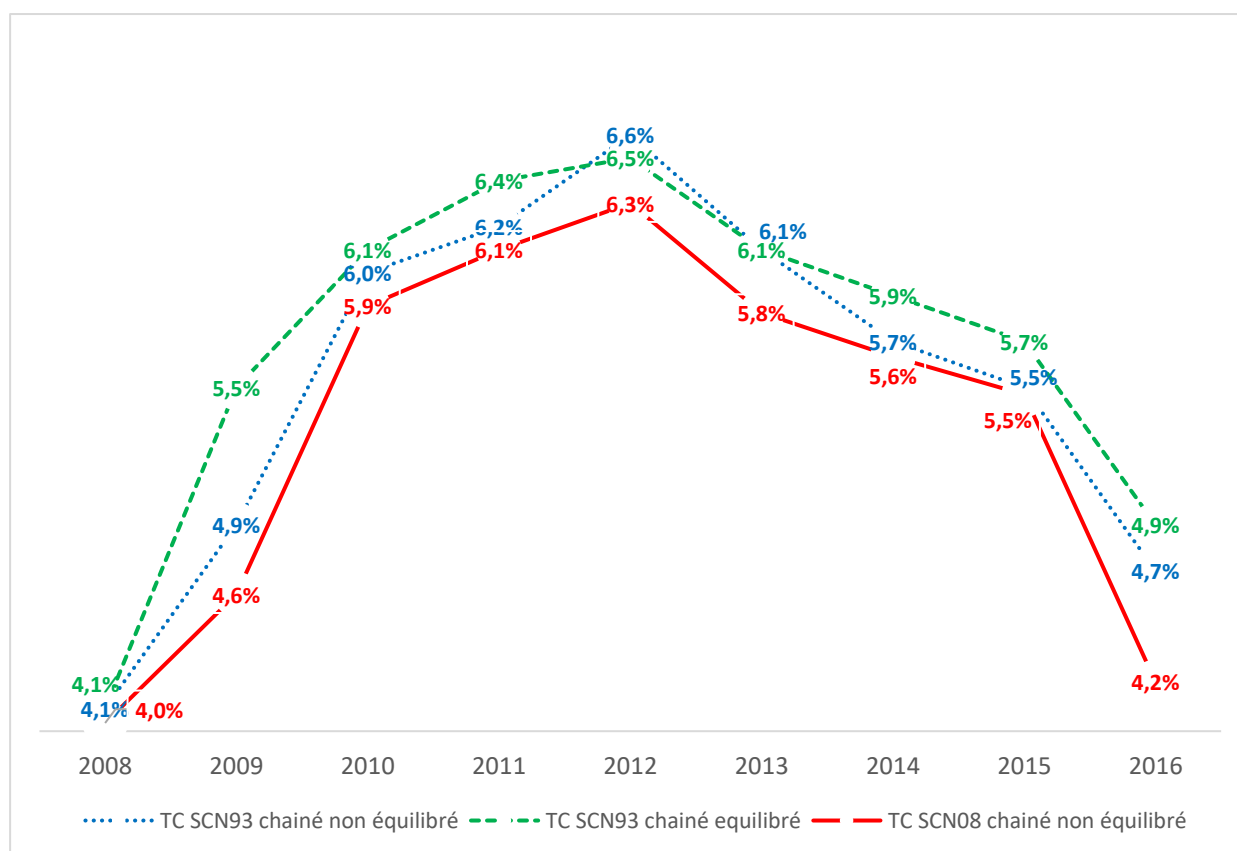
Encadré : Chaînage dans les anciennes et nouvelles séries des comptes

Le chaînage consiste à ramener les agrégats élaborés en une année N au prix d'une année de référence (année 2016 dans le cas du Togo). Cette méthode permet d'obtenir de meilleures estimations de la croissance dans la mesure où les poids utilisés pour évaluer la contribution à la croissance des biens et services sont plus pertinents. Cependant, le chaînage entraîne la perte de la propriété d'additivité. Par exemple la consommation totale obtenue après le chaînage n'est pas égale à la somme de la consommation privée chaînée et de la consommation publique chaînée. Mais pour N une année de base, la perte d'additivité n'est pas observée pour les années N-1 et N+1.

Dans les anciennes séries de comptes, la non-additivité était résolue par des ajustements c'est-à-dire que le comptable procédait à des ajustements pour que la somme des composantes chaînées d'un agrégat soit égale à l'agrégat chaîné. La nouvelle série suit les recommandations du SCN 2008 en la matière et accepte la perte d'additivité. Ce choix entraîne une égalité entre les indices de volume chaînés au prix de l'année de base et ceux au prix de l'année N-1.

Le graphique ci-dessous présente en vert l'ancienne série des taux de croissance après équilibrage des comptes chaînés, en bleu l'ancienne série des taux de croissance sans équilibrage des comptes chaînés et en rouge la nouvelle série des taux de croissance sans équilibrage des comptes chaînés. L'analyse comparative du graphique doit être faite entre la courbe en bleu et celle en rouge.

Graphique 2 : Comparaison des taux de croissance réels



Source : INSEED, comptes nationaux rétropolés, 2022

II.2. Analyse comparative de l'offre

Sur la période 2007-2016, la valeur ajoutée courante de la nouvelle série a augmenté en moyenne de 45,8%. Cette augmentation est portée par la hausse de la VA du secteur tertiaire qui reste le secteur prédominant. En effet, l'intégration des nouvelles données a davantage amélioré la couverture des activités des entreprises de ce secteur.

II.2.1. Secteur tertiaire

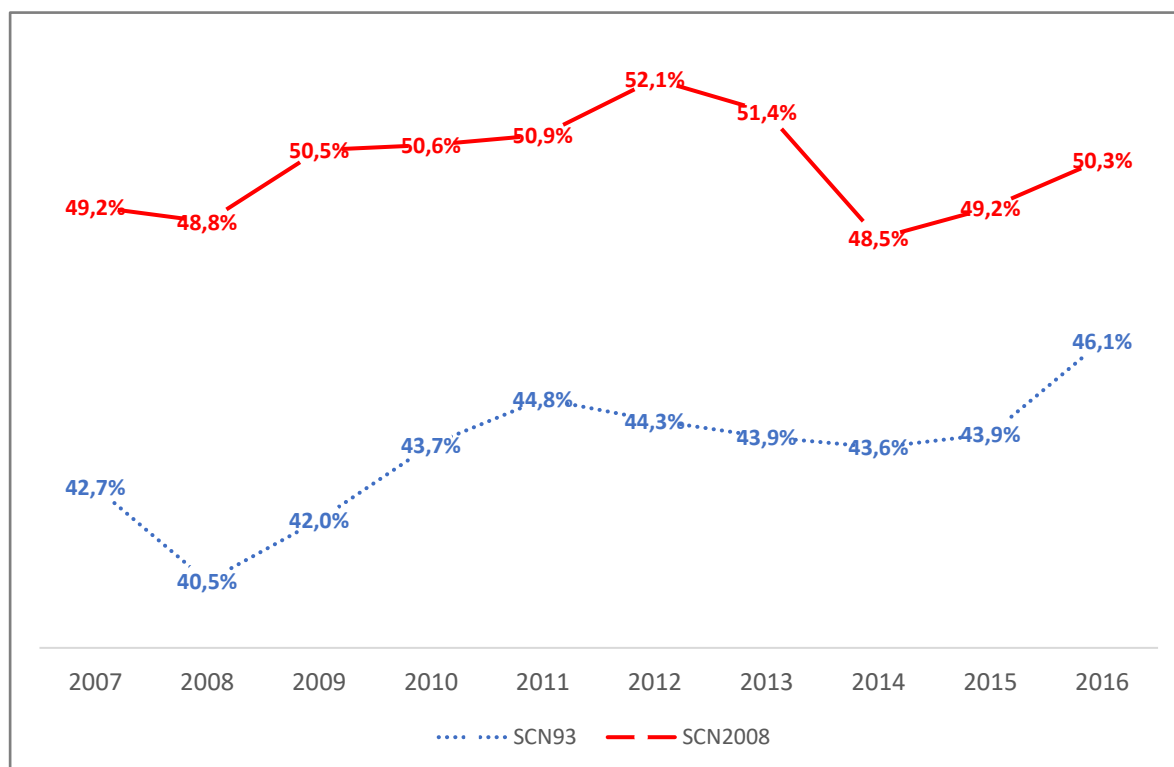
Avec la nouvelle série, le secteur tertiaire a en moyenne contribué de 50,1% à la création de la richesse nationale sur la période. Cette contribution est en hausse de 6,6 points de croissance par rapport à l'ancienne série. Plusieurs facteurs expliquent principalement cette hausse :

- L'amélioration de la couverture des activités de ce secteur à la suite de la prise en compte des données de ERI-ESI et du RGE ;
- La mise en œuvre des recommandations du SCN 2008 telles que les calculs des productions de la banque centrale et de la réassurance (productions absentes de l'ancienne série), l'amélioration des calculs de la production de l'assurance dommage et du SIFIM ;
- L'amélioration du calcul des loyers imputés.

L'amélioration de la VA du secteur tertiaire entre les deux séries est en grande partie imputable aux branches d'activité « Restauration et Hébergement », « Transports », « Activités immobilières » et « Commerce ».

La branche « Restauration et Hébergement » est celle qui a enregistré la plus forte réévaluation (+122,7% en moyenne) au sein du secteur tertiaire. Avec une réévaluation moyenne de 68,5% sur la période sous revue, la branche « Activités Immobilières » a amélioré sa contribution à la création du PIB nominal de 1,1 point de pourcentage (6,9% pour la nouvelle série contre 5,8% pour l'ancienne). La branche d'activité « Transports », avec une réévaluation moyenne de 64,7% sur la période, enregistre une amélioration de sa contribution de 0,7 point de pourcentage. Quant à la branche d'activité « Commerce », elle voit sa contribution s'améliorer de 0,1 point pour une réévaluation moyenne de 41,0% sur la période.

Graphique 3 : Contributions du secteur tertiaire à la création du PIB nominal



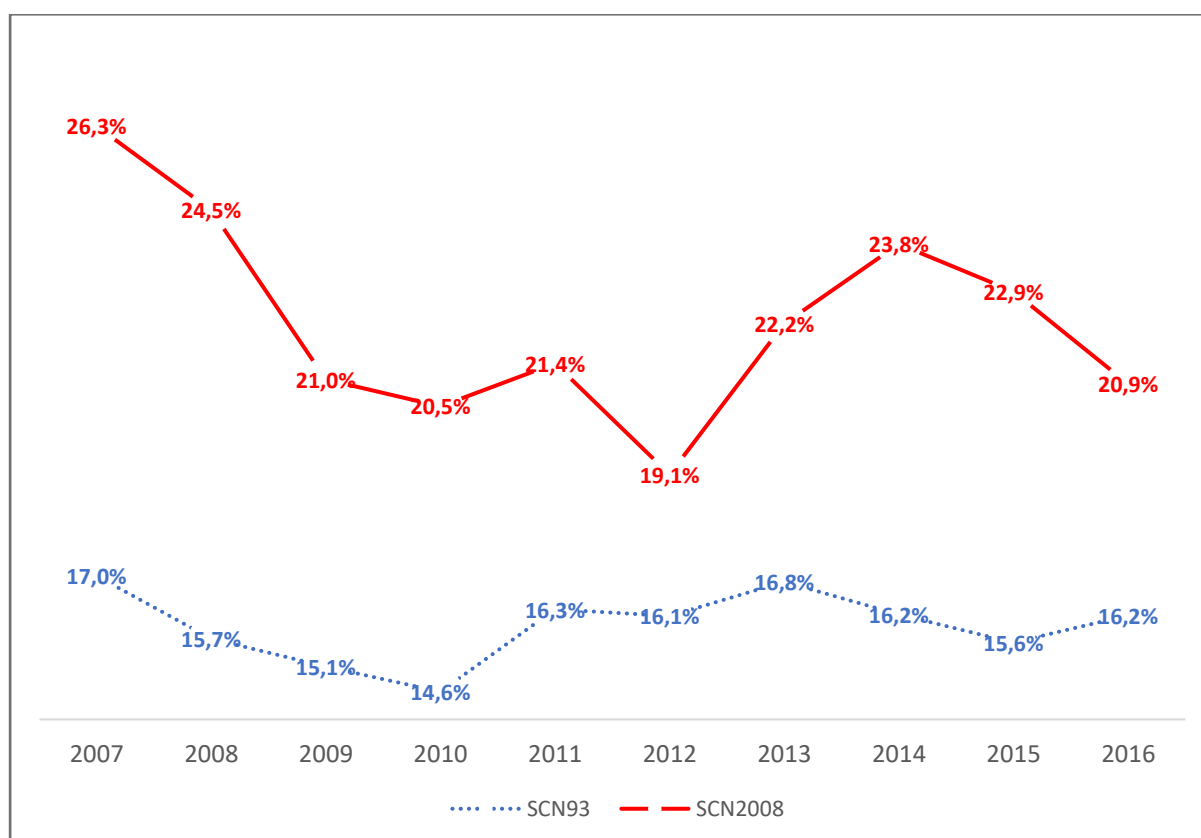
Source : INSEED, comptes nationaux rétropolés, 2022

L'analyse des évolutions des contributions à la création de la richesse montre que la tendance est presque la même pour les deux séries. On remarque cependant que sur la période 2008 à 2011, la tendance à la hausse est plus prononcée avec l'ancienne série. Cette différence d'ampleur s'explique par l'actualisation à la hausse des taux de CI dans les branches informelles du secteur tertiaire.

II.2.2. Secteur secondaire

Tout comme le tertiaire, le secteur secondaire a lui aussi vu sa contribution à la création de la richesse s'améliorer par rapport à l'ancienne série. La prise en comptes des données d'enquêtes d'envergure nationale a permis à ce secteur d'améliorer en moyenne sa contribution de 6,3 points de pourcentage par rapport à l'ancienne série (22,3% avec la nouvelle série contre 16,0% pour l'ancienne).

Graphique 4 : Contributions du secteur secondaire à la création du PIB nominal



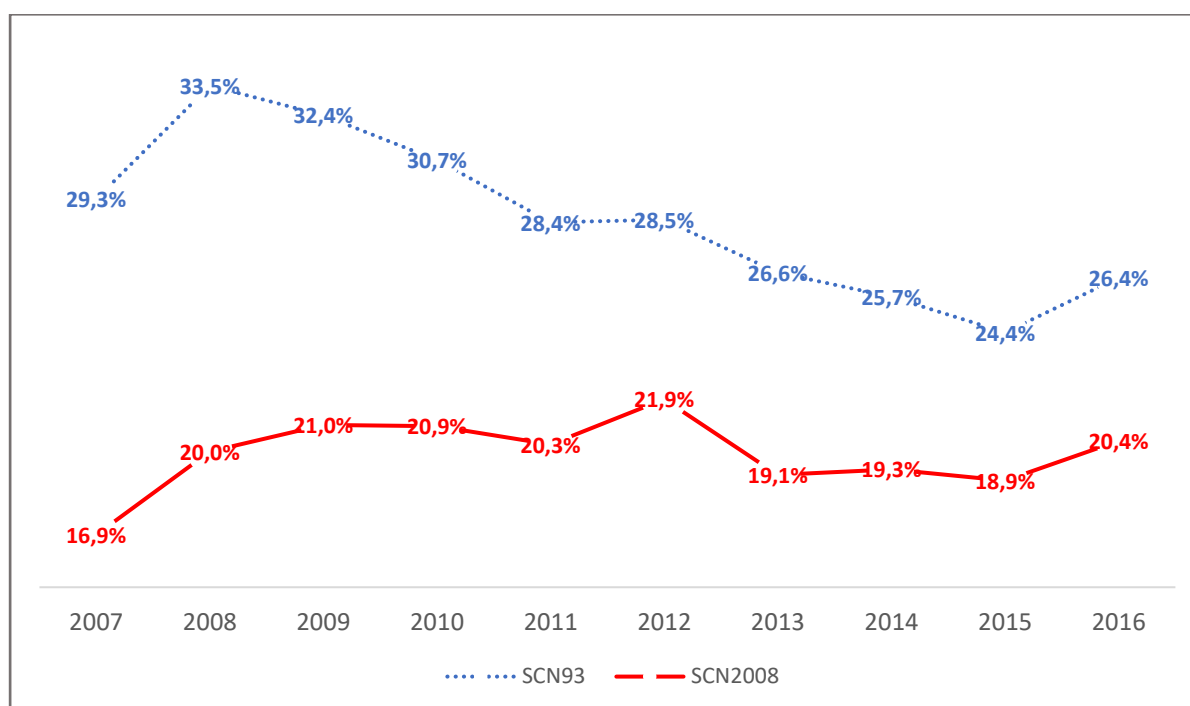
Source : INSEED, comptes nationaux rétropolés, 2022

L'industrie agro-alimentaire est l'un des principaux moteurs du secteur secondaire, avec un taux de réévaluation moyen de la VAB de 257,1%. Ce niveau de réévaluation lui permet d'améliorer sa contribution au PIB nominal par rapport à l'ancienne série sur la période avec une contribution moyenne en hausse de 3,9 points de pourcentage (6,5% contre 2,6%). Sur la période, les autres activités manufacturières ont amélioré leur VAB en moyenne de 155,3% entre les deux séries avec une hausse de 3,9 points de leur contribution au PIB nominal.

II.2.3. Secteur primaire

Contrairement aux autres secteurs de l'économie, le secteur primaire a enregistré une réévaluation de -2,5%. Cette réévaluation a eu un impact sur sa contribution au PIB nominal qui a baissé par rapport à l'ancienne série. En effet, la contribution moyenne du primaire au PIB nominal pour la nouvelle série est de 19,9% contre 28,6% pour l'ancienne série, soit une baisse de 8,7 points.

Graphique 5 : Contributions du secteur primaire au PIB nominal



Source : INSEED, comptes nationaux rétropolés, 2022

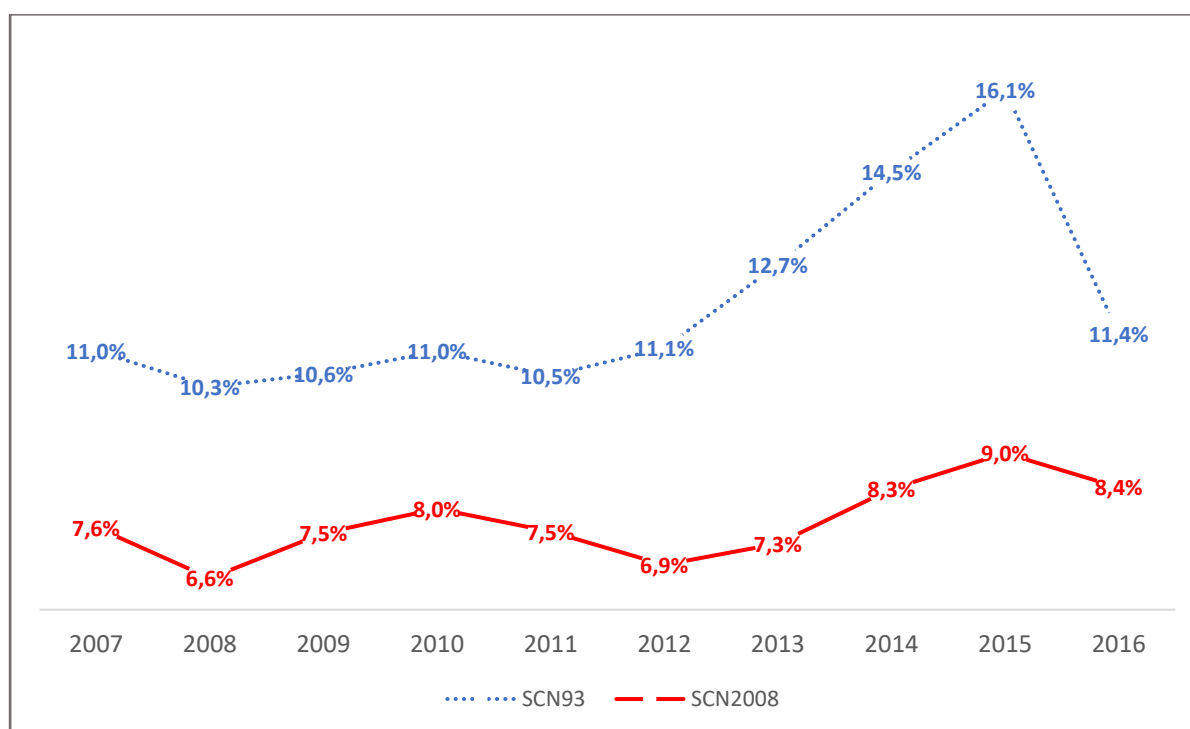
Cette baisse est imputable à la branche « agriculture » dont la réévaluation moyenne par rapport à l'ancienne série est de -9,0%. Ce niveau de réévaluation a eu comme conséquence une baisse de la contribution moyenne de l'agriculture au PIB nominal de 8,2 points. Deux principaux facteurs expliquent cette baisse. Tout d'abord la prise en compte dans la nouvelle série des taux de perte au niveau de l'agriculture a contribué à baisser la production par rapport à l'ancienne série. Ensuite, l'étude sur les comptes d'exploitation des principales spéculations végétales au Togo réalisée par l'ITRA et l'ICAT a permis de revoir à la hausse les taux de CI de la branche agriculture. La combinaison de ces deux facteurs a eu comme impact une baisse de la VAB de l'agriculture par rapport à l'ancienne série.

II.2.4. Impôts nets de subventions sur les produits

Les impôts nets de subventions sur les produits affichent une réévaluation moyenne de -9,4% par rapport à l'ancienne série. Cette baisse entre les deux séries a eu un impact négatif sur la contribution du PIB qui a reculé en moyenne de 4,2% sur la période.

Cette baisse est imputable à l'amélioration de la méthodologie de traitement des données issues du tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE).

Graphique 6 : Contributions des impôts nets de subvention sur les produits au PIB nominal



Source : INSEED, comptes nationaux rétropolés, 2022

Sous l'ancien système, les recettes fiscales utilisées dans l'élaboration des comptes nationaux étaient brutes c'est-à-dire qu'elles prenaient en compte les exonérations fiscales. Même si le montant des exonérations était connu, le format de présentation du TOFE ne permettait pas d'identifier les types d'impôts sur lesquels ces exonérations fiscales étaient adossées. Avec la migration au SCN 2008, à défaut de disposer du TOFE élaboré suivant la base des droits constatés, le TOFE base caisse est utilisé. Le passage du TOFE brut au TOFE base caisse a été facilité par le changement du format de présentation du TOFE à partir de 2016.

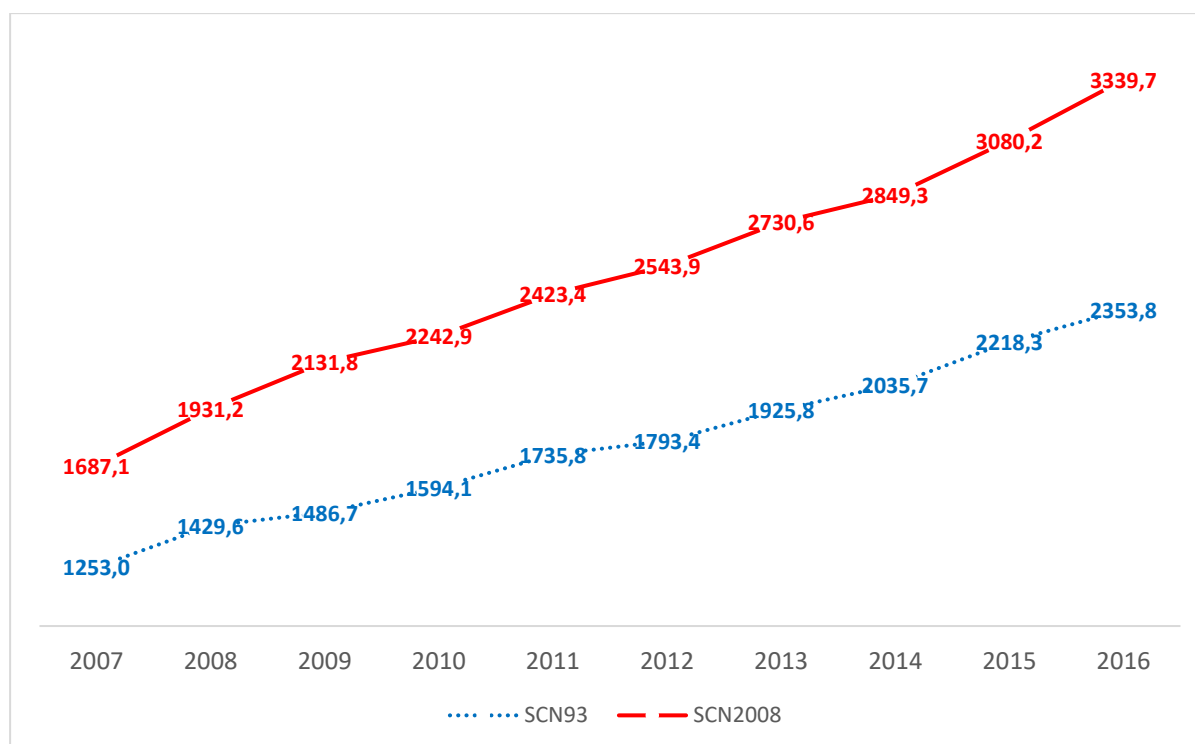
Afin de prendre en compte ce nouveau traitement dans la rétropolation des comptes de la période 2007-2016, les exonérations fiscales ont été déduites des recettes fiscales ce qui a eu pour conséquence de réduire le niveau des impôts nets de subventions sur les produits.

II.3. Analyse comparative de la demande

II.3.1. Consommation finale

La consommation finale (CF) a été revue à la hausse en moyenne de 39,8% sur la période 2007-2016. Cette hausse est imputable à la CF des ménages et à celle des ISBL qui connaissent respectivement une réévaluation moyenne de 44,6% et de 52,2%. Ces différentes hausses de la CF surviennent à la suite de nouvelles enquêtes réalisées. En effet, l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) a permis non seulement de revoir à la hausse la CF des ménages de façon globale mais également de disposer des informations plus exhaustives au niveau de certains produits qui étaient estimés par des hypothèses dans les anciens comptes. Pour la CF des ISBL, le recensement des ISBL a permis d'actualiser les informations.

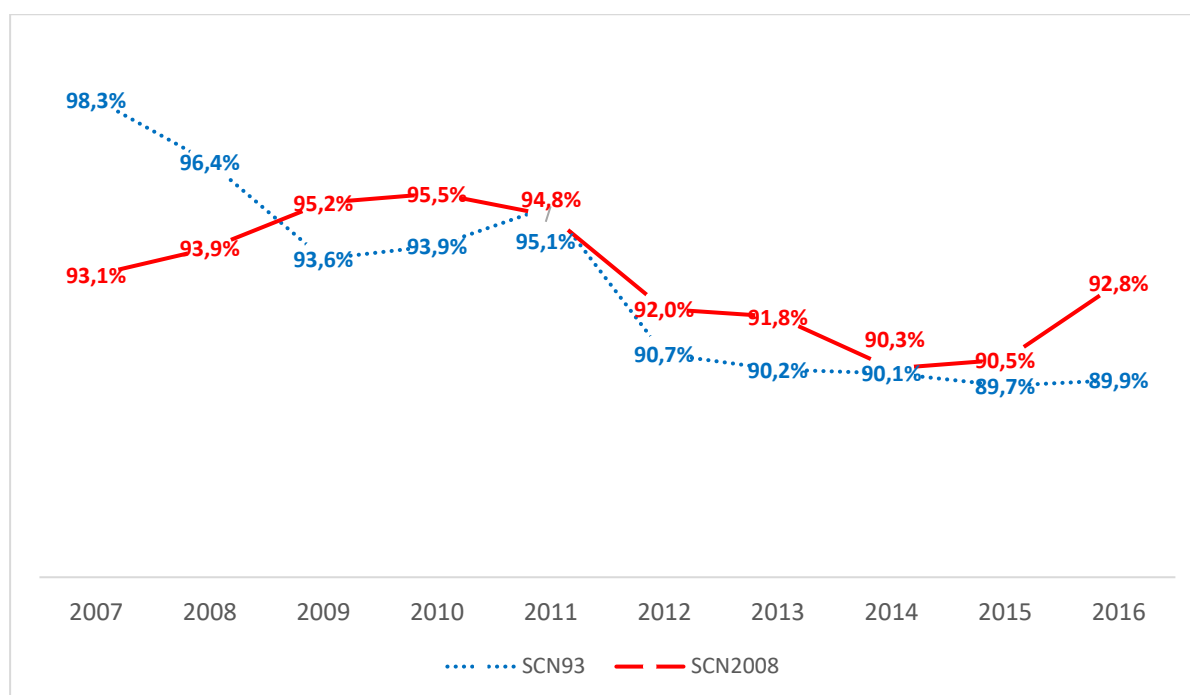
Graphique 7 : Consommation finale nominale (en milliards de FCFA)



Source : INSEED, comptes nationaux rétropolés, 2022

Sur la période 2007-2016, la part de la CF dans le PIB a légèrement augmenté passant en moyenne de 92,8 % sous l'ancienne série à 93,2% sous la nouvelle série. La consommation finale marchande des ménages demeure la principale composante de la CF totale. Elle passe en moyenne de 69,2 % à 71,7% de la CF totale. En termes de poids dans la CF totale, la consommation finale non-marchande des ménages connaît également une légère hausse par rapport à l'ancienne série passant de 12,7% à 13,0%.

Graphique 8 : Poids de la CF dans le PIB nominal



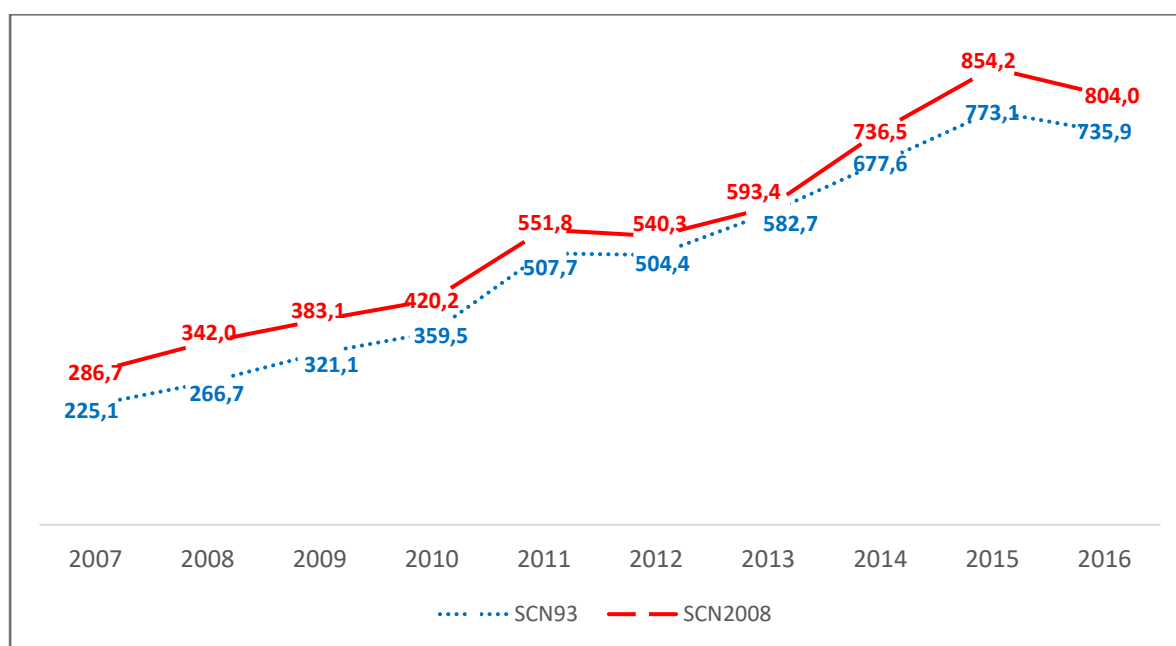
Source : INSEED, comptes nationaux rétopolés, 2022

L'analyse de la consommation publique montre une réévaluation moyenne de 17,2%, mais connaît une baisse moyenne en termes de poids dans la CF totale. En effet, le poids moyen de la consommation publique dans la CF totale passe de 16,3% dans l'ancienne série à 13,4 % dans la nouvelle série. La hausse de la CF publique s'explique par l'amélioration de la méthodologie de traitement des sources des APU. Le recul du poids moyen de la CF publique dans la CF totale s'explique par son augmentation moins que proportionnelle par rapport à la CF privée.

II.3.2. Formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe (FBCF) révèle une révision moyenne à la hausse de 13,8% sur la période étudiée. L'analyse graphique montre une évolution similaire entre les deux séries. La révision à la hausse de la FBCF est imputable à l'amélioration du champ de couverture et à la prise en compte des nouvelles recommandations du SCN 2008. Les nouvelles recommandations ont induit le reclassement de la consommation intermédiaire du produit « recherche et développement » en FBCF et la prise en compte des dépenses d'armement dans la FBCF.

Graphique 9 : Formation brute de capital fixe nominale (en milliards de FCFA)

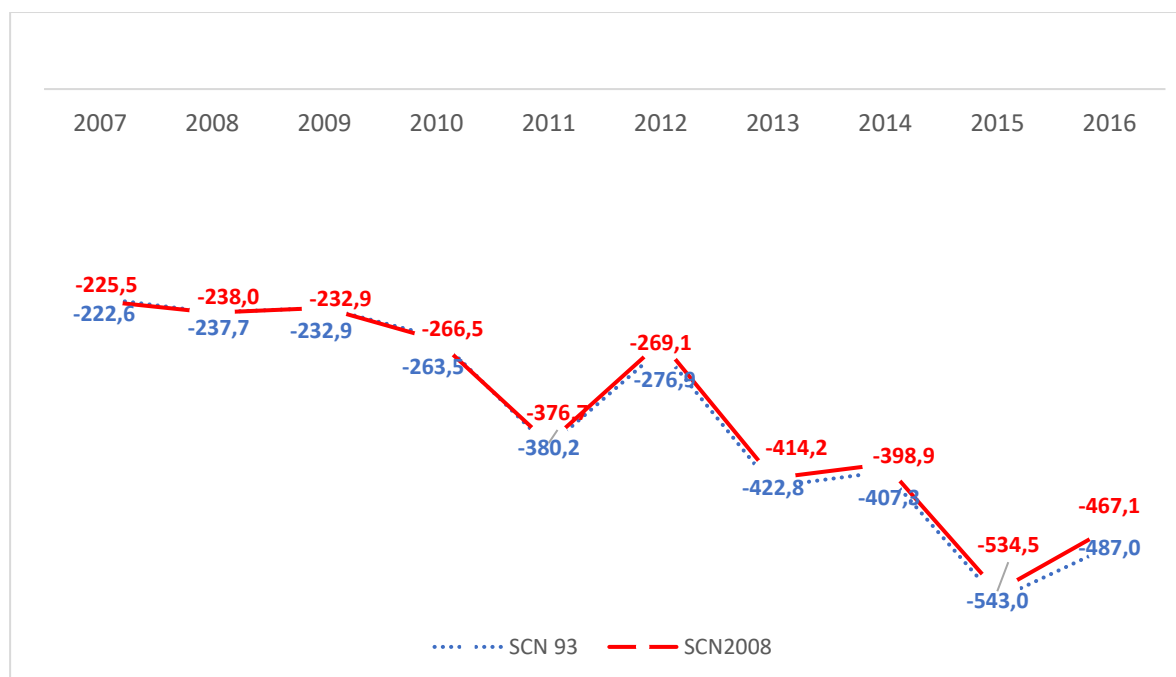


Source : INSEED, comptes nationaux rétropolés, 2022

II.3.3. Exportations nettes

Les exportations nettes ont connu une réévaluation moyenne de -1,1%. Cette réévaluation est imputable aux nouvelles recommandations du SCN portant sur la prise en compte des SIFIM importés et exportés.

Graphique 10 : Exportations nettes



Source : INSEED, comptes nationaux rétropolés, 2022

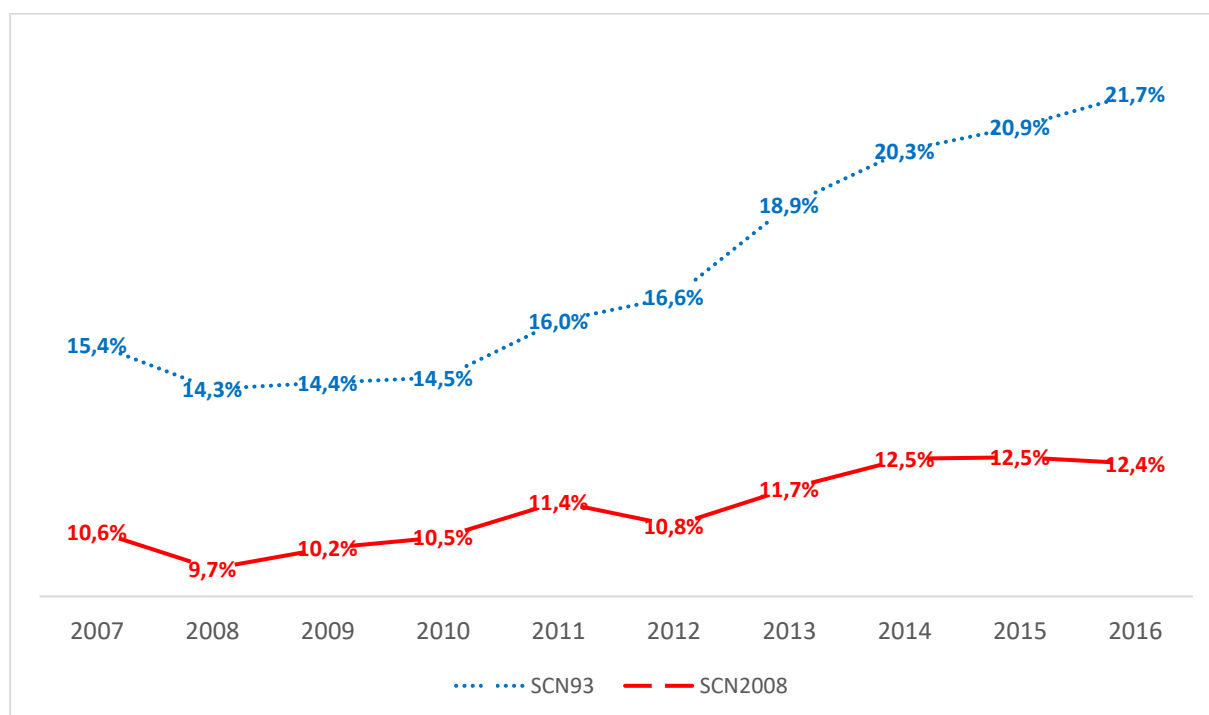
II.4. Impact de la rétropolation sur certains ratios

La rétropolation a eu un impact sur les ratios de suivis de l'activité économique au Togo.

II.4.1. Taux de pression fiscale

Le taux de pression fiscale a globalement baissé entre les deux séries. En effet, ce taux est passé en moyenne de 17,3% avec l'ancienne série à 11,2% sous la nouvelle série, soit une baisse de 6,1 points.

Graphique 11 : Taux de pression fiscale



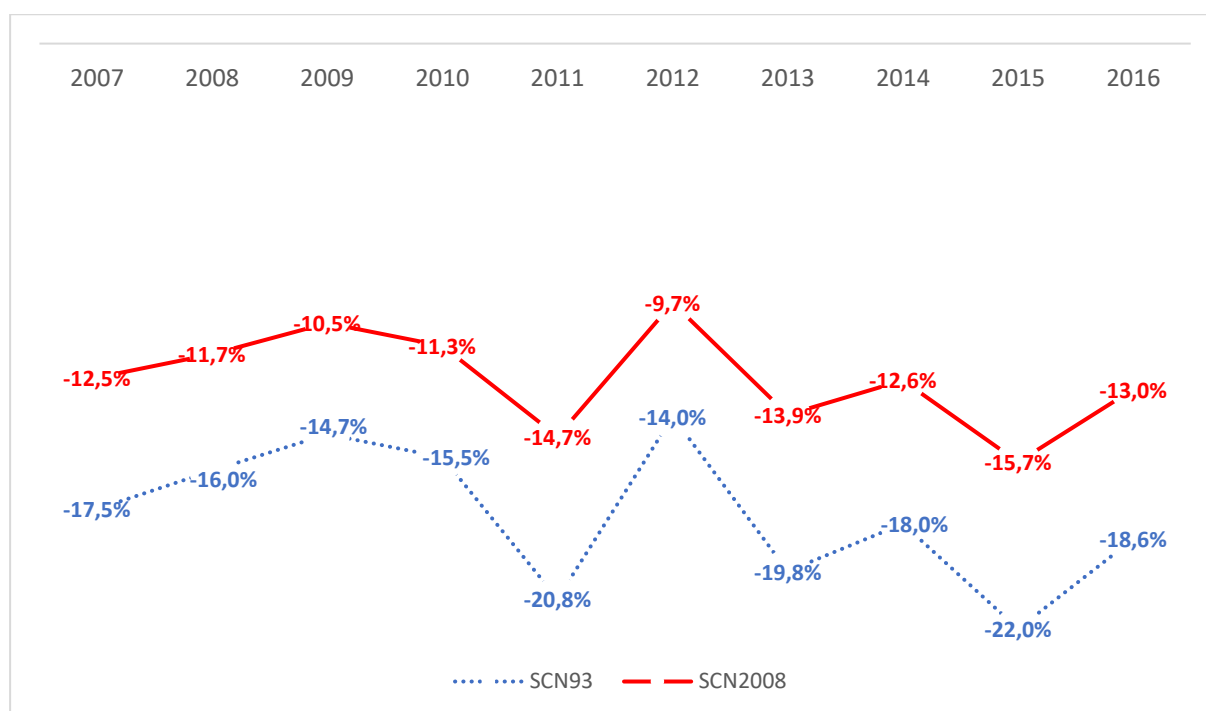
Source : INSEED, comptes nationaux rétropolés, 2022

Cette évolution s'explique d'une part par la baisse des recettes fiscales entre les deux séries due à l'utilisation dans la nouvelle série des recettes fiscales enregistrées en base caisse et d'autre part à la réévaluation moyenne de 39,1% du PIB nominal.

II.4.2. Solde extérieur courant rapporté au PIB

Le solde extérieur rapporté au PIB nominal est négatif sur toute la période quel que soit la série. L'analyse de l'évolution des deux séries montre que la tendance est identique. Il faut cependant relever que la détérioration du solde est plus prononcée sous l'ancienne série que sous la nouvelle. L'amélioration du solde extérieur rapporté au PIB s'explique par la réévaluation du PIB nominale. En moyenne, le solde extérieur rapporté au PIB nominal est passé de -17,7% sous l'ancienne série à -12,6% sous la nouvelle série, soit une amélioration du déficit de 5,1 points.

Graphique 12 : Solde extérieur courant rapporté au PIB



Source : INSEED, comptes nationaux rétropolés, 2022

Conclusion

Les travaux de rétropolation entrepris par le Togo ont permis d'obtenir sur la période 2007-2016, les TRE en valeur courante, en valeur constante au prix n-1 et chaînés au prix de l'année de base 2016. L'analyse globale des résultats obtenus montre par rapport à l'ancienne série une augmentation du PIB nominal et de la plupart de ses composantes. Cette amélioration est expliquée par la prise en compte des enquêtes d'envergure nationale qui ont permis d'améliorer la couverture des activités économiques au Togo. La mise en œuvre des recommandations du SCN 2008 relatives aux productions de la banque centrale et des services de réassurance, à l'amélioration des méthodes de calcul du SIFIM et de la production d'assurance dommage a aussi contribué à la hausse du PIB. Cependant, il est important de relever que l'amélioration de la méthodologie de traitement de l'agriculture a contribué à la réévaluation négative de cette branche d'activité.

La prochaine étape de la rétropolation concernera les comptes de la période allant de 1986 à 2006.

Annexe

Tableau 1 : VA par secteur d'activité

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Secteur primaire										
SCN 1993	373 186	495 920	514 309	521 168	518 689	563 974	567 190	580 204	602 471	690 991
SCN 2008	304 676	408 354	465 650	491 509	517 613	605 738	569 235	610 478	643 853	733 416
Secteur secondaire										
SCN 1993	216 301	232 346	239 927	247 292	297 088	319 254	359 653	365 353	385 418	422 890
SCN 2008	473 098	501 309	467 282	481 106	546 143	527 231	660 213	752 811	778 075	753 736
Secteur tertiaire										
SCN 1993	544 396	600 930	666 709	741 321	816 675	875 123	936 382	985 762	1 086 034	1 206 540
SCN 2008	885 144	997 461	1 121 508	1 188 874	1 299 410	1 441 064	1 528 132	1 529 893	1 673 140	1 809 158
Total VA										
SCN 1993	1 133 883	1 329 196	1 420 945	1 509 781	1 632 452	1 758 351	1 863 225	1 931 319	2 073 923	2 320 421
SCN 2008	1 662 918	1 907 124	2 054 440	2 161 489	2 363 166	2 574 033	2 757 580	2 893 182	3 095 068	3 296 310
Droits et taxes à l'importation (DTI)										
SCN 1993	140 533	153 164	168 298	187 049	192 439	219 191	271 239	327 728	397 854	297 656
SCN 2008	136 727	135 042	166 233	186 996	192 151	189 885	216 550	263 564	307 626	301 498
PIB										
SCN 1993	1 274 416	1 482 360	1 589 243	1 696 830	1 824 891	1 977 542	2 134 464	2 259 047	2 471 777	2 618 077
SCN 2008	1 799 645	2 042 166	2 220 673	2 348 485	2 555 317	2 763 918	2 974 130	3 156 746	3 402 694	3 597 808

Source : INSEED, comptes nationaux rétropolés, 2022

Tableau 2 : Ressources et emplois

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PIB										
SCN93	1 274 416	1 482 360	1 589 243	1 696 830	1 824 891	1 977 542	2 134 464	2 259 047	2 471 777	2 618 077
SCN2008	1 799 645	2 042 166	2 220 673	2 348 485	2 555 317	2 763 918	2 974 130	3 156 746	3 402 694	3 597 808
Importation										
SCN93	658 554	746 233	797 940	905 544	1 176 527	1 170 813	1 414 829	1 304 492	1 429 019	1 422 333
SCN2008	668 604	755 216	807 193	917 601	1 181 519	1 180 857	1 428 673	1 318 786	1 443 338	1 428 817
Total Ressources										
SCN93	1 932 970	2 228 593	2 387 183	2 602 374	3 001 418	3 148 355	3 549 293	3 563 539	3 900 796	4 040 410
SCN2008	2 468 249	2 797 382	3 027 866	3 266 086	3 736 836	3 944 775	4 402 803	4 475 532	4 846 032	5 026 625
Consommation finale										
SCN93	1 253 034	1 429 604	1 486 745	1 594 057	1 735 815	1 793 383	1 925 829	2 035 742	2 218 266	2 353 845
SCN2008	1 687 084	1 931 249	2 131 757	2 242 948	2 423 430	2 543 865	2 730 575	2 849 307	3 080 182	3 339 658
Consommation finale des ménages										
SCN93	1 057 357	1 219 797	1 278 834	1 340 871	1 399 723	1 459 483	1 569 894	1 627 093	1 736 751	1 839 674
SCN2008	1 451 897	1 653 714	1 818 046	1 890 821	2 071 858	2 178 001	2 308 554	2 418 188	2 578 416	2 726 733
Consommation finale des ISBLSM										
SCN93	22 009	25 196	25 917	26 435	27 671	31 294	34 068	34 955	36 857	38 461
SCN2008	34 262	36 009	40 114	44 582	42 584	45 009	52 914	49 853	58 456	55 957
Consommation finale des Administrations publiques										
SCN93	173 668	184 611	181 994	226 751	308 421	302 606	321 867	373 694	444 658	475 710
SCN2008	200 925	241 526	273 597	307 545	308 988	320 855	369 107	381 266	443 310	556 968
Formation brute de capital fixe										

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
SCN93	225 053	266 658	321 071	359 548	507 735	504 447	582 737	677 572	773 105	735 932
SCN2008	286 692	341 996	383 148	420 217	551 777	540 342	593 392	736 470	854 173	803 995
Variation de Stocks										
SCN93	18 959	23 763	14 360	6 698	-38 435	-43 430	48 713	-46 939	23 383	15 276
SCN2008	51 363	6 927	-61 336	-48 207	-43 159	-51 226	64 327	-30 086	2 796	-78 776
Exportation										
SCN93	435 924	508 568	565 007	642 071	796 303	893 955	992 014	897 164	886 042	935 357
SCN2008	443 110	517 210	574 297	651 128	804 788	911 794	1 014 509	919 841	908 881	961 748
Total emplois										
SCN93	1 932 970	2 228 593	2 387 183	2 602 374	3 001 418	3 148 355	3 549 293	3 563 539	3 900 796	4 040 410
SCN2008	2 468 249	2 797 382	3 027 866	3 266 086	3 736 836	3 944 775	4 402 803	4 475 532	4 846 032	5 026 625

Source : INSEED, comptes nationaux rétropolés, 2022

Tableau 3 : PIB et les opérations sur biens et services de 2007 à 2016 (valeur nominale)

Unité = 1 Million de FCFA

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	1 799 645	2 042 166	2 220 673	2 348 485	2 555 317	2 763 918	2 974 130	3 156 746	3 402 694	3 597 808
Importations	668 604	755 216	807 193	917 601	1 181 519	1 180 857	1 428 673	1 318 786	1 443 338	1 428 817
Total Ressources	2 468 249	2 797 382	3 027 866	3 266 086	3 736 836	3 944 775	4 402 803	4 475 532	4 846 032	5 026 625
Consommation finale (CF)	1 687 084	1 931 249	2 131 757	2 242 948	2 423 430	2 543 865	2 730 575	2 849 307	3 080 182	3 339 658
Consommation finale privée	1 486 159	1 689 723	1 858 160	1 935 403	2 114 442	2 223 010	2 361 468	2 468 041	2 636 872	2 782 690
<i>dont CF des ménages</i>	1 451 897	1 653 714	1 818 046	1 890 821	2 071 858	2 178 001	2 308 554	2 418 188	2 578 416	2 726 733
<i>CF des ISBL-SM</i>	34 262	36 009	40 114	44 582	42 584	45 009	52 914	49 853	58 456	55 957
Consommation publique	200 925	241 526	273 597	307 545	308 988	320 855	369 107	381 266	443 310	556 968
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	286 692	341 996	383 148	420 217	551 777	540 342	593 392	736 470	854 173	803 995
Variation des Stocks	51 363	6 927	-61 336	-48 207	-43 159	-51 226	64 327	-30 086	2 796	-78 776
Exportations	443 110	517 210	574 297	651 128	804 788	911 794	1 014 509	919 841	908 881	961 748
Total Emplois	2 468 249	2 797 382	3 027 866	3 266 086	3 736 836	3 944 775	4 402 803	4 475 532	4 846 032	5 026 625

Tableau 4 : PIB et les opérations sur biens et services de 2007 à 2016 (à prix constants base 2016)

Unité = 1 Million de FCFA

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	2 209 213	2 298 369	2 423 718	2 565 611	2 715 013	2 886 132	3 054 228	3 226 280	3 402 694	3 597 808
Importations	760 767	811 520	863 326	958 415	1 207 688	1 172 596	1 411 380	1 311 257	1 443 338	1 428 817
Total Ressources	2 969 980	3 109 889	3 287 044	3 524 026	3 922 701	4 058 728	4 465 608	4 537 537	4 846 032	5 026 625
Consommation finale (CF)	2 055 637	2 170 383	2 326 942	2 425 100	2 555 321	2 624 761	2 764 673	2 888 634	3 080 182	3 339 658
Consommation finale privée	1 844 130	1 911 509	2 042 879	2 105 794	2 236 789	2 297 129	2 391 270	2 505 891	2 636 872	2 782 690
<i>dont CF des ménages</i>	1 803 450	1 868 938	1 998 708	2 057 154	2 191 622	2 250 434	2 337 376	2 455 303	2 578 416	2 726 733
<i>CF des ISBL-SM</i>	40 680	42 571	44 171	48 640	45 167	46 695	53 894	50 588	58 456	55 957
Consommation publique	217 057	260 115	285 025	319 093	319 122	328 228	373 768	383 089	443 310	556 968
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	339 535	389 641	426 574	453 398	580 648	569 571	615 825	752 482	854 173	803 995
Variation des Stocks	41 209	-1 635	-70 397	-45 414	-35 624	-46 316	78 133	-31 157	2 796	-78 776
Exportations	525 998	545 716	597 313	682 785	819 127	901 754	1 006 862	925 301	908 881	961 748
Total Emplois	2 962 379	3 104 105	3 280 432	3 515 869	3 919 472	4 049 770	4 465 493	4 535 260	4 846 032	5 026 625

Tableau 5 : Produit intérieur brut suivant les optiques production et dépenses (valeur nominale)

Unité = 1 Million de FCFA

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PIB (approche production)	1 799 645	2 042 166	2 220 673	2 348 485	2 555 317	2 763 918	2 974 130	3 156 746	3 402 694	3 597 808
Valeur ajoutée	1 662 918	1 907 124	2 054 440	2 161 489	2 363 166	2 574 033	2 757 580	2 893 182	3 095 068	3 296 310
+ Impôts sur les produits	140 705	148 020	168 297	190 874	225 712	232 422	256 927	277 608	313 647	306 472
- Subventions sur les produits	3 978	12 978	2 064	3 878	33 561	42 537	40 377	14 044	6 021	4 974
PIB (approche demande)	1 799 645	2 042 166	2 220 673	2 348 485	2 555 317	2 763 918	2 974 130	3 156 746	3 402 694	3 597 808
Dépense de consommation finale	1 687 084	1 931 249	2 131 757	2 242 948	2 423 430	2 543 865	2 730 575	2 849 307	3 080 182	3 339 658
+ Formation brute de capital	338 055	348 923	321 812	372 010	508 618	489 116	657 719	706 384	856 969	725 219
+ Exportations de biens et services	443 110	517 210	574 297	651 128	804 788	911 794	1 014 509	919 841	908 881	961 748
- Importations de biens et services	668 604	755 216	807 193	917 601	1 181 519	1 180 857	1 428 673	1 318 786	1 443 338	1 428 817

Tableau 6 : Produit intérieur brut suivant les optiques production et dépenses (à prix constants base 2016)

Unité = 1 Million de FCFA

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PIB (approche production)	2 209 213	2 298 369	2 423 718	2 565 611	2 715 013	2 886 132	3 054 228	3 226 280	3 402 694	3 546 114
Valeur ajoutée	2 040 940	2 135 946	2 238 090	2 358 792	2 505 944	2 672 423	2 825 692	2 962 247	3 095 068	3 243 776
+ Impôts sur les produits	161 969	168 084	178 464	200 737	232 777	245 455	258 131	278 568	313 647	307 514
- Subventions sur les produits	2 149	7 646	1 213	2 223	18 556	22 980	22 325	14 030	6 021	5 176
PIB (approche demande)	2 209 213	2 298 369	2 423 718	2 565 611	2 715 013	2 886 132	3 054 228	3 226 280	3 402 694	3 546 114
Dépense de consommation finale	2 055 637	2 170 383	2 326 942	2 425 100	2 555 321	2 624 761	2 764 673	2 888 634	3 080 182	3 297 261
+ Formation brute de capital	380 744	388 006	356 177	407 984	545 024	523 255	693 958	721 325	856 969	710 554
+ Exportations de biens et services	525 998	545 716	597 313	682 785	819 127	901 754	1 006 862	925 301	908 881	966 505
- Importations de biens et services	760 767	811 520	863 326	958 415	1 207 688	1 172 596	1 411 380	1 311 257	1 443 338	1 428 206

Tableau 7 : Valeur ajoutée brute (VAB) des branches d'activités de 2007 à 2016 (valeur nominale)

Unité = 1 Million de FCFA

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
SECTEUR PRIMAIRE	304 676	422 354	474 077	495 009	507 613	579 758	569 235	610 478	643 853	733 416
AGRICULTURE	203 564	329 093	374 551	384 520	397 613	456 652	427 250	453 638	476 208	556 823
ELEVAGE ET CHASSE	56 561	45 852	43 409	53 679	51 718	70 731	86 277	95 092	98 552	94 919
SYLVICULTURE, EXPLOITATION FORESTIÈRE ET ACTIVITÉS DE SOUTIEN	26 708	26 739	30 594	30 629	31 770	33 507	35 102	40 148	45 157	50 503
PÊCHE ET AQUACULTURE	17 843	20 670	25 523	26 181	26 512	18 868	20 606	21 600	23 936	31 171
SECTEUR SECONDAIRE	473 098	487 309	458 855	477 606	556 143	553 211	660 213	752 811	778 075	753 736
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	10 096	32 959	34 612	32 236	34 067	53 415	50 919	45 087	58 267	47 307
FABRICATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES	138 677	124 385	104 502	103 990	100 547	101 498	122 023	162 064	138 682	141 984
FABRICATION DE BOISSONS	44 112	34 125	29 092	34 066	44 672	41 780	44 612	49 814	62 674	66 832
FABRICATION DE PRODUITS A BASE DE TABAC	65	85	86	95	77	72	67	63	111	106
FABRICATION DE TEXTILES, D'ARTICLES D'HABILLEMENT, TRAVAIL DU CUIR ET FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE ET DE CHAUSSURES	29 205	41 828	42 025	42 733	22 519	18 419	23 407	27 507	25 529	28 789
FABRICATION DE PRODUITS EN BOIS, EN PAPIER OU EN CARTON, IMPRIMERIE ET REPRODUCTION	19 301	26 915	26 748	32 037	39 808	28 841	45 723	48 849	38 137	50 735
D'ENREGISTREMENTS										
RAFFINAGE PÉTROLIER, COKEFACTION ET FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	29 301	29 924	26 726	30 225	47 085	50 151	57 627	61 462	63 309	54 629
FABRICATION DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES	9 601	10 756	7 783	5 863	5 552	4 997	6 370	6 366	6 225	5 830
TRAVAIL DU CAOUTCHOUC ET DU PLASTIQUE	4 432	5 125	3 656	1 628	5 741	3 990	12 803	14 716	20 497	12 369
FABRICATION DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION	20 573	16 237	30 959	31 343	34 950	30 214	41 759	53 354	59 901	58 551
METALLURGIE, FABRICATION D'OUVRAGES EN METAUX ET TRAVAIL DES METAUX	4 590	9 224	32 073	22 140	12 335	5 581	6 745	7 416	9 409	12 570
FABRICATION DE MACHINES ET D'EQUIPEMENTS DIVERS	6 122	3 783	3 314	3 968	5 056	2 500	8 292	8 453	9 721	3 602
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	16 595	16 361	18 366	21 445	27 170	36 798	28 719	36 143	31 809	36 581
REPARATION ET INSTALLATION DE MACHINES ET D'EQUIPEMENTS PROFESSIONNELS	21 029	11 591	10 047	13 140	18 071	5 539	34 414	34 444	40 361	9 743
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	27 574	28 868	14 814	20 178	36 967	33 202	44 212	49 052	57 574	54 687
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DE POLLUTION	47 010	48 256	44 649	47 824	56 964	63 175	64 148	70 776	74 273	75 557
CONSTRUCTION	44 815	46 887	29 403	34 695	64 562	73 039	68 373	77 245	81 596	93 864

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
SECTEUR TERTIAIRE	885 144	997 461	1 121 508	1 188 874	1 299 410	1 441 064	1 528 132	1 529 893	1 673 140	1 809 158
COMMERCE	147 679	162 692	198 167	220 433	244 650	248 217	264 048	254 022	259 318	251 489
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	75 329	65 518	93 516	80 680	139 870	141 568	139 123	162 266	181 775	232 501
HEBERGEMENT, RESTAURATION ET DEBITS DE BOISSONS	35 618	28 846	37 130	36 631	39 651	34 458	45 479	45 170	51 556	42 646
INFORMATION ET COMMUNICATION	86 716	117 680	146 497	166 574	122 584	126 432	145 117	153 512	124 595	162 893
ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	26 671	25 054	43 075	45 537	55 965	59 718	63 828	75 173	96 971	104 495
ACTIVITÉS IMMOBILIERES	132 611	139 914	161 393	170 529	180 800	187 130	201 898	211 997	226 880	241 492
ACTIVITÉS SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	97 955	136 218	116 986	109 294	96 375	174 012	161 245	93 666	120 131	112 526
ACTIVITES DE SERVICES DE SOUTIEN ET DE BUREAU	49 211	54 133	49 367	50 171	52 400	63 018	65 007	68 070	72 552	77 933
ACTIVITES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	51 402	72 277	68 081	101 353	140 556	161 697	192 023	198 433	235 978	229 392
EDUCATION	108 852	113 311	119 346	112 425	115 906	121 617	120 543	133 318	135 710	189 963
ACTIVITÉS POUR LA SANTÉ HUMAINE ET L'ACTION SOCIALE	32 965	42 375	48 383	54 011	52 672	56 921	54 058	54 667	69 177	63 607
ACTIVITÉS ARTISTIQUES, SPORTIVES ET RECREATIVES	6 384	6 421	3 696	4 490	15 482	18 516	17 782	20 198	31 573	28 274
AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES N.C.A.	30 363	29 553	32 184	33 085	38 180	43 120	52 522	53 028	60 398	65 264
ACTIVITÉS SPECIALES DES MÉNAGES	3 388	3 469	3 687	3 661	4 319	4 640	5 459	6 373	6 526	6 683
ACTIVITES DES ORGANISATIONS EXTRATERRITORIALES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CORRECTION TERRITORIALE										
BRANCHE D'ATTENTE										
TOTAL BRANCHE	1 662 918	1 907 124	2 054 440	2 161 489	2 363 166	2 574 033	2 757 580	2 893 182	3 095 068	3 296 310
Droits et taxes à l'importation (DTI)	136 727	135 042	166 233	186 996	192 151	189 885	216 550	263 564	307 626	301 498
DTI hors TVA (Net de Subventions)	54 889	53 229	74 965	77 813	58 326	52 930	99 600	107 450	128 782	118 718
TVA non déductible	81 838	81 813	91 268	109 183	133 825	136 955	116 950	156 114	178 844	182 780
Produit Intérieur Brute	1 799 645	2 042 166	2 220 673	2 348 485	2 555 317	2 763 918	2 974 130	3 156 746	3 402 694	3 597 808

Tableau 8 : Valeur ajoutée brute (VAB) des branches d'activités de 2007 à 2016 (à prix constants base 2016)

Unité = 1 Million de FCFA

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
SECTEUR PRIMAIRE	505 337	479 973	528 486	555 228	550 980	593 437	562 373	648 418	643 853	733 416
AGRICULTURE	342 389	347 889	406 284	425 320	429 634	459 926	412 538	486 661	476 208	556 823
ELEVAGE ET CHASSE	111 565	78 978	58 422	67 580	59 631	78 444	91 930	98 349	98 552	94 919
SYLVICULTURE, EXPLOITATION FORESTIÈRE ET ACTIVITÉS DE SOUTIEN	31 206	31 567	36 189	34 282	33 428	35 086	37 625	41 522	45 157	50 503
PÊCHE ET AQUACULTURE	20 177	21 539	27 591	28 046	28 287	19 981	20 280	21 886	23 936	31 171
SECTEUR SECONDAIRE	544 906	521 015	496 126	563 410	633 072	619 399	724 533	785 793	778 075	753 736
ACTIVITÉS EXTRACTIVES	15 874	34 515	42 782	66 192	47 016	47 078	53 812	62 735	58 267	47 307
FABRICATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES	127 712	111 265	112 736	113 930	115 534	121 021	129 507	167 665	138 682	141 984
FABRICATION DE BOISSONS	49 257	39 214	29 936	31 936	44 287	43 107	46 619	49 891	62 674	66 832
FABRICATION DE PRODUITS A BASE DE TABAC	65	86	89	95	74	68	68	64	111	106
FABRICATION DE TEXTILES, D'ARTICLES D'HABILLEMENT, TRAVAIL DU CUIR ET FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE ET DE CHAUSSURES	31 001	44 701	43 787	43 701	22 580	19 742	25 231	28 017	25 529	28 789
FABRICATION DE PRODUITS EN BOIS, EN PAPIER OU EN CARTON, IMPRIMERIE ET REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS	12 486	19 517	29 629	33 674	38 486	29 223	49 839	52 023	38 137	50 735
RAFFINAGE PÉTROLIER, COKEFACTION ET FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES	25 242	26 147	26 407	31 696	47 881	50 281	59 755	61 936	63 309	54 629
FABRICATION DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES	9 052	10 155	7 472	5 607	5 123	4 902	6 344	6 247	6 225	5 830
TRAVAIL DU CAOUTCHOUC ET DU PLASTIQUE	2 104	2 691	2 523	1 519	5 099	4 526	15 007	14 721	20 497	12 369
FABRICATION DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION	36 999	29 169	23 341	22 681	26 785	27 479	41 135	50 049	59 901	58 551
METALLURGIE, FABRICATION D'OUVRAGES EN METAUX ET TRAVAIL DES METAUX	1 284	1 728	6 459	4 877	2 193	1 867	4 296	7 709	9 409	12 570
FABRICATION DE MACHINES ET D'EQUIPEMENTS DIVERS	9 383	5 513	4 745	4 965	4 905	2 435	8 338	8 445	9 721	3 602
AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES	22 756	20 052	21 225	24 274	28 385	39 465	30 590	36 697	31 809	36 581
REPARATION ET INSTALLATION DE MACHINES ET D'EQUIPEMENTS PROFESSIONNELS	32 290	17 936	15 442	16 893	17 050	5 393	34 654	34 408	40 361	9 743
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ	44 913	49 225	29 445	39 976	55 681	33 276	46 899	48 992	57 574	54 687

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DEPOLLUTION	45 348	46 416	42 636	45 652	53 842	55 689	64 673	71 044	74 273	75 557
CONSTRUCTION	79 140	62 685	57 472	75 742	118 151	133 847	107 766	85 150	81 596	93 864
SECTEUR TERTIAIRE	1 108 722	1 206 103	1 231 108	1 267 613	1 370 674	1 498 990	1 557 970	1 538 364	1 673 140	1 809 158
COMMERCE	189 246	182 877	208 645	227 736	249 769	250 220	264 977	257 572	259 318	251 489
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	119 147	107 401	140 263	105 676	166 510	153 286	152 280	165 071	181 775	232 501
HEBERGEMENT, RESTAURATION ET DEBITS DE BOISSONS	85 993	76 633	69 372	62 801	47 481	41 332	51 288	47 809	51 556	42 646
INFORMATION ET COMMUNICATION	128 704	176 133	145 889	166 247	123 581	140 454	145 245	151 891	124 595	162 893
ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET D'ASSURANCE	18 390	19 373	35 816	38 622	47 759	51 690	54 452	70 042	96 971	104 495
ACTIVITES IMMOBILIERES	163 564	168 799	188 961	198 916	203 219	207 979	212 986	216 229	226 880	241 492
ACTIVITÉS SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	72 225	99 159	84 602	79 311	89 364	163 882	151 191	87 532	120 131	112 526
ACTIVITES DE SERVICES DE SOUTIEN ET DE BUREAU	65 505	72 630	59 087	58 801	58 386	68 683	68 668	70 010	72 552	77 933
ACTIVITES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	57 593	80 189	71 322	105 079	145 122	165 438	194 074	200 024	235 978	229 392
EDUCATION	132 410	138 578	137 558	129 772	132 076	135 442	127 956	136 196	135 710	189 963
ACTIVITÉS POUR LA SANTÉ HUMAINE ET L'ACTION SOCIALE	26 607	35 384	41 397	45 026	44 146	49 322	55 484	55 311	69 177	63 607
ACTIVITÉS ARTISTIQUES, SPORTIVES ET RECREATIVES	5 955	6 159	3 778	4 532	15 552	18 655	17 990	20 221	31 573	28 274
AUTRES ACTIVITÉS DE SERVICES N.C.A.	37 981	37 257	38 755	39 297	41 773	46 528	55 155	54 083	60 398	65 264
ACTIVITÉS SPECIALES DES MÉNAGES	5 402	5 531	5 663	5 797	5 936	6 079	6 224	6 373	6 526	6 683
ACTIVITES DES ORGANISATIONS EXTRATERRITORIALES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CORRECTION TERRITORIALE										
BRANCHE D'ATTENTE										
TOTAL BRANCHE	2 040 940	2 135 946	2 238 090	2 358 792	2 505 944	2 672 423	2 825 692	2 962 247	3 095 068	3 296 310
Droits et taxes à l'importation (DTI)	160 988	162 277	178 950	198 672	213 361	223 261	237 833	264 578	307 626	301 498
DTI hors TVA (Net de Subventions)	68 459	71 367	83 276	85 333	77 166	83 645	120 325	106 249	128 782	118 718
TVA non déductible	92 529	90 910	95 674	113 339	136 195	139 616	117 508	158 329	178 844	182 780
Produit Intérieur Brute	2 209 213	2 298 369	2 423 718	2 565 611	2 715 013	2 886 132	3 054 228	3 226 280	3 402 694	3 597 808



Mesurer pour éclairer

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
59, Rue de la KOZAH, Immeuble INSEED-CENETI, BP : 118 Lomé-Togo.
Tel. (+228) 22 21 62 64 – 22 21 22 87, email : inseed@inseed.tg, site web : www.inseed.tg